



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté n° PCICP2020171-0002 du 19 juin 2020

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société Carrières de Virey
Commune de GYE-SUR-SEINE

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant le périmètre d'autorisation d'exploiter de la carrière située aux Lieux-Dits « Sur Duvoie », « La Commelle Turie » et « La Gelinotte » à GYE-SUR-SEINE

Le préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

.....

- Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I et V et leur partie réglementaire,
- Vu le code minier et textes pris pour son application,
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,
- Vu le décret du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- Vu le décret du 12 juillet 2017 nommant Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube,
- Vu le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube,
- Vu l'arrêté préfectoral n° PCICP2020034-0001 du 03 février 2020 portant délégation de signature à Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2011341-0015 du 7 décembre 2011 autorisant la société Carrières de Virey à exploiter, sur une durée de 30 ans, une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de GYE-SUR-SEINE aux Lieux-Dits « Sur Duvoie », « La Commelle Turie » et « La Gelinotte » sur une surface autorisée de 32 ha 24 a 01 ca, dont 17 ha 86 a 84 ca en surface d'extraction,
- Vu le dossier de demande de modification du périmètre d'autorisation d'exploiter déposé le 13 février 2020 par la société Carrières de Virey pour sa carrière susvisée, suite au remembrement effectué par la commune de GYE-SUR-SEINE sur son territoire, complété en dernier lieu le 16 avril 2020,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 mai 2020,

Vu l'absence de remarque formulée par le demandeur sur le projet d'arrêté qui a été porté à sa connaissance le 29 mai 2020,

Considérant que la modification du périmètre d'autorisation d'exploiter de ladite carrière, ne nécessite pas une nouvelle évaluation environnementale et qu'elle ne constitue pas une modification substantielle au sens du code de l'environnement, mais que cette activité doit être encadrée par des mesures que spécifie le présent arrêté,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Activités autorisées

L'article 1.1 « Activités autorisées » de l'arrêté préfectoral n° 2011341-0015 du 7 décembre 2011 susvisé est modifié comme suit :

« La société Carrières de Virey, dont le siège social est situé 11 rue du Général de Gaulle, 10260 VIREY-SOUS-BAR, ci-après désignée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de GYE-SUR-SEINE aux Lieux-Dits « Sur Duvoie », « La Commelle Turie » et « La Gelinotte », les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique installations classées	Caractéristiques de l'installation	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Exploitation à ciel ouvert d'une carrière de matériaux calcaires sur une surface autorisée de 36 ha 13 a 91 ca dont 17 ha 86 a 84 ca voués à l'extraction Production moyenne autorisée : 200 000 tonnes / an Volume maximal extrait autorisé : 3 365 500 m ³ sur 30 ans Profondeur maximale : 30 mètres	A
2515-2	Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 350 kW	Puissance installée de 750 kW et capacité de traitement de 350 tonnes / heure	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de	Superficie de l'aire de stockage de matériaux en transit de 15 000 m ²	E

	déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : Supérieure à 10 000 m ²		
4734-2	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : Inférieure à 50 t au total	Cuve aérienne de 2 500 litres de stockage de FOD (utilisé pour le groupe électrogène)	NC

A – Autorisation E – Enregistrement NC – Non Classé

Le tonnage maximal annuel autorisé est de 350 000 tonnes pour l'extraction et pour le traitement des matériaux.

Le volume maximal extrait autorisé est de 3 365 500 m³ sur la durée de l'autorisation.

Le périmètre d'autorisation PA représente une superficie de 36 ha 13 a 91 ca. Les parcelles cadastrales le constituant sont numérotées 03 et 110 respectivement en sections ZI et ZK. Il est repéré en rouge sur le plan joint en annexe 2 au présent arrêté.

À l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction PE représente une superficie de 17 ha 86 a 84 ca. Il est repéré en orange sur le plan joint en annexe 2 au présent arrêté.

La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, est fixée à 30 ans.

L'extraction de matériaux commercialisables n'est plus réalisée un an avant la date de la fin de l'autorisation du présent arrêté, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'extraction autorisée concerne des matériaux calcaires massifs et est réalisée à sec au moyen d'engins mécaniques et par tirs d'explosifs.

L'exploitation est conduite par gradins successifs de 15 mètres de hauteur maximale.

La remise en état du site consiste à rendre le carreau sous la forme d'une prairie naturelle et les talus et fronts en zone végétalisée et à vocation écologique.

Elle sera achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints en annexe 3 au présent arrêté. ».

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES :

Article 2.1 : Notification de l'arrêté et publicité

Le présent arrêté sera notifié aux co-gérants de la société Carrières de Virey.

Une copie du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de GYE-SUR-SEINE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture du département de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

Le présent arrêté sera envoyé à chaque conseil municipal et à chaque collectivité locale consultés.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.2 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE cedex ou par le biais de l'application telerecours (www.telerecours.fr) :

- 1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les 6 mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 2.3 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, ainsi que monsieur le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le

19 JUIN 2020

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Sylvie CENDRE

ANNEXE 2 : nouveau périmètre d'autorisation d'exploiter (après remembrement)

